

Ouverture de la dernière séance plénière  
par le Chef du Département,  
à l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs 1991,  
le jeudi 22 août 1991

Monsieur le Secrétaire d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir d'ouvrir la dernière séance plénière de la Conférence avant la partie plus réjouissante ou de réjouissance, appelons-la comme ça, qui nous attend et à laquelle je vous souhaite d'ores et déjà de prendre beaucoup de plaisir.

J'aimerais vous remercier de votre assiduité dans les travaux qui ont été les vôtres au cours de cette Conférence et j'ai trouvé nécessaire que je participe dès l'ouverture de cet après-midi à vos travaux de manière à ce que je puisse écouter les comptes rendus des divers rapporteurs des groupes de travail dont j'ai déjà lu par ailleurs les textes qui m'ont été fournis.

J'aimerais aussi, Mesdames et Messieurs, que vous excusiez mon manque d'assiduité à cette Conférence, mais je crois que vous avez compris qu'il y avait un certain nombre d'événements qui m'obligeaient à m'absenter souvent, qui sont heureusement aujourd'hui derrière nous. J'aimerais pour commencer ouvrir la séance en donnant la parole aux rapporteurs des groupes, le premier étant l'Ambassadeur Ritter.

\* \* \*

Exposé des 9 rapporteurs et échanges de vues entre les participants.

- 2 -

Conclusions par le Chef du Département  
à l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs 1991,  
le jeudi 22 août 1991

Monsieur le Secrétaire d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs,

Vous me permettrez, à l'issue de cette Conférence des Ambassadeurs 1991, de vous remercier de votre assiduité et de vous dire que mes conclusions seront relativement brèves parce que la qualité du travail qui a été accompli dans la formule que nous avons tenté de vous proposer et que vous avez acceptée, rend plus difficiles aussi les conclusions du Chef du Département qui ne peut évidemment pas participer à tous vos travaux.

J'aimerais surtout insister sur un élément : la disponibilité. Le corps diplomatique suisse est de plus en plus nécessaire. Cette disponibilité, elle est valable dans tous les postes que vous occupez, dans tous les postes qu'occupe l'ensemble des collaborateurs du Département. Elle est nécessaire parce que les problèmes sont de plus en plus difficiles, parce qu'ils exigent des solutions qui demandent de l'imagination. Mais ils exigent, ces problèmes, des solutions que le Gouvernement - si c'est lui qui doit les décider - ne pourra pas prendre sans une information constante et précise. Je vous remercie donc d'avoir choisi un métier difficile. Un métier dont nous exigerons toujours davantage. Et ça n'est pas une punition, c'est peut-être précisément le contraire. C'est parce que nous constatons que ce métier est indispensable au raisonnement et à la prise de position, à la prise de décisions de notre Gouvernement dans les affaires extérieures. Et je dis à dessein "affaires extérieures" et non pas simplement "affaires étrangères". Il ne s'agit pas nécessairement des seules décisions qui concernent notre Département, mais l'ensemble des Départements fédéraux. Et je ne saurais suffisamment vous affirmer que je défends les

représentants de la Suisse que vous êtes, partout, mais que je serai nécessairement obligé - parce que j'essaie d'être suffisamment sévère vis-à-vis de moi-même - je serai nécessairement obligé d'être toujours plus sévère et exigeant vis-à-vis de l'ensemble de mes collaborateurs. Et je crois que ça va presque de soi, pas à cause de moi, mais à cause de notre pays, des exigences qui lui sont posées, des échéances qu'il doit affronter et aussi des réponses qu'il doit apporter aux nombreuses questions qui lui sont posées, aussi bien à l'intérieur du pays par sa population, par son Parlement peut-être d'abord, qu'à l'extérieur par les autres Etats. On attend de nous des réponses et nous ne pourrions répondre que si vous nous aidez à le faire. La première impression que je retiens de la Conférence que nous clôturons, sur le plan des discussions et du travail, maintenant, c'est que la formule que nous avons choisie s'améliore, et est à améliorer, selon nous, la situation et les réponses que nous attendions de vous. Je vois dans une Conférence deux éléments. D'abord tout ce que vous nous apportez en vous réunissant, la confrontation des expériences qui sont les vôtres et puis ensuite, pour vous, la nécessité de mieux recueillir l'avis de vos confrères, de vos collègues, mais aussi les difficultés et les réalités politiques de notre pays, la Suisse. Il y a quatre ans, nous étions encore confrontés à de longues séances plénières. Pour moi, c'était la première. Je crois n'avoir caché à aucun d'entre vous que j'avais trouvé ça particulièrement ennuyeux. C'était l'occasion d'exprimer de grandes théories sur la situation dans le monde, les tribuns montaient facilement à la tribune et puis les autres écoutaient, ou faisaient semblant d'écouter. Je crois que les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui sont plus concrets, sont plus immédiats. Et c'est pourquoi je suis heureux que la formule - que nous pouvons toujours améliorer - nous écouterons encore volontiers vos points de vue - puisse être retrouvée dans une forme nouvelle. La formule était donc à revoir, il fallait s'astreindre à une certaine discipline. Il fallait peut-être que de l'autre côté nous posions les questions, que vous posiez les

questions. Il fallait que nous cherchions ensemble les réponses, qui étaient utiles à vous, Chefs de missions et qui étaient nécessaires à la centrale. Nous avons donc tenté cette année cette nouvelle formule de répartition thématique par groupe de travail. J'ai passé trop rapidement, hélas, d'un groupe à l'autre à l'improviste, et j'ai assez rapidement saisi que vous étiez intéressés par les questions posées, par le thème proposé, et que le travail était substantiel et sérieux. Je viens d'écouter encore les commentaires au rapport des rapporteurs de ces divers groupes et je considère que cet exercice de la Conférence des Ambassadeurs 1991 est un bon exercice. Et je vous en remercie, parce que c'est à vous qu'on le doit. En définitive il s'agit d'une espèce de récolte. Nous avons sollicité votre avis sur toute une série de points précis, de points d'actualité, dont la centrale a - ou aura - prochainement à traiter. Ces points de vue vous nous les avez donnés. Encore une fois à travers vos contacts, à travers votre expérience, à travers ce que vous apprenez chaque jour dans les différents pays où vous représentez la Suisse. Ce sera maintenant à nous d'en faire l'évaluation, le cas échéant de nous en inspirer, c'est pourquoi j'ai pensé utile que les brefs rapports sur les groupes de travail soient communiqués au Conseil fédéral. Que celui-ci ait une fois l'impression que la Conférence des Ambassadeurs, même si elle est ouverte solennellement par la présence de la télévision et de quelques photographes, ça n'est pas une grande messe, mais c'est véritablement une réunion de travail et d'amitié également. La réunion d'un corps qui représente notre pays et qui doit donner le même message, quels que soient les hommes qui le composent, partout où il est présent.

Pour la première journée de la matinée d'hier, qui était consacrée à la neutralité, voilà un petit peu ce que j'avais à tirer comme conclusion. L'exercice semble avoir été apprécié par les participants. Il a en tous les cas, selon nous, été fructueux. Vous n'avez pourtant pas chômé entre ces groupes de travail. Vous avez eu coup sur coup trois séances. M. Stich, le

Chef du Département fédéral des finances, a brossé devant vous un tableau, j'en suis persuadé bien réaliste, mais certainement austère et prudent de la situation et l'évolution des finances fédérales, soulignant qu'un certain nombre de sacrifices devraient désormais être consentis pour les rééquilibrer. Cette situation, Mesdames et Messieurs, doit être prise certainement très au sérieux. Et je crois qu'il est important que les représentations diplomatiques suisses à l'étranger connaissent ces difficultés. Bien sûr elles ne sont pas comparables à celles de la plupart, sinon de la totalité des pays, dans lesquels vous vivez. Cependant elle est importante pour que continue, dans notre pays, la poursuite d'une politique de confiance et de stabilité. Il s'agit donc bien de toute l'administration fédérale, et non pas de celle de notre Département, qui devra être astreinte à une discipline financière accrue. Hier après-midi, vous avez eu l'occasion de vous renseigner sur les actions et les orientations de notre Département. Je suis heureux que M. Felix Meier, Secrétaire général adjoint du Département, et d'autres collaborateurs aient pu vous informer de ce que nous avons entrepris dans ce domaine à partir d'une réunion interne du Département qui s'est déroulée le printemps dernier à Beatenberg. J'aimerais simplement, brièvement et en deux mots, vous indiquer que cette réunion, qui a été décidée le printemps dernier, avait pour but de rendre plus efficaces, plus transparents, plus immédiats, les rapports qui existent entre les différents membres du Département, y compris le Chef du Département et ses collaborateurs. La vie actuelle, les structures qui étaient les nôtres, la tradition, les contacts, toujours et heureusement courtois mais aussi très hiérarchisés, empêchaient tout simplement le Chef du Département de rencontrer qui que ce soit d'autre que ses proches collaborateurs, et l'ensemble des collaborateurs, de pouvoir faire part d'un problème qui les préoccupait d'une manière pressante à ce même Chef du Département, directement ou par personne interposée.

Je crois qu'il fallait, il est nécessaire, et ça n'est pas une critique à ce qui s'est fait jusqu'à présent, mais il est nécessaire, dans une époque où tout change très rapidement, où la pression extérieure nous oblige à répondre, mais la pression et la demande intérieure aussi nous oblige à répondre rapidement; que ceux qui ont des idées, qui ont quelque chose à dire, qui sont chargés d'un dossier, puissent l'exprimer simplement, directement, sans perdre pour autant ni le sens de la hiérarchie, ni celui de la courtoisie, et que les accès soient facilités.

C'est ce que nous sommes en train de chercher à obtenir. Dans ce contexte, vous avez eu l'occasion de faire part de vos points de vue et de vos suggestions, et selon ce qui m'a été rapporté, je peux déclarer que j'apprécie que cet exercice ait dépassé les problèmes habituels qui étaient réservés à une heure ou une heure et demie de la Conférence des Ambassadeurs où on parlait d'intendance, de la couleur des rideaux, de la réfection nécessaire du plancher du salon, de la salle de réception ou de la qualité des matelas; ça n'avait rien à voir dans une Conférence des Ambassadeurs. Il y a des organes qui sont là pour prendre note et discuter de cela. Je crois qu'ici, les problèmes d'organisation, de rapports les uns avec les autres, du jeune stagiaire jusqu'au Chef du Département sont plus importants que les contingences matérielles.

Je puis vous assurer, Mesdames et Messieurs, que les propositions que vous avez fait valoir, notamment en matière de fonctionnement de la centrale, des relations de cette centrale avec les missions, seront très sérieusement examinées. Beaucoup d'entre elles nous paraissent très valables. Bien sûr nous ne pouvons pas perdre de vue les restrictions budgétaires qui nous sont imposées, à nous comme aux autres, et auxquelles nous allons être confrontés. Je crois que quelqu'un d'entre vous a reconnu cette réalité incontournable, puisqu'il a déclaré être lui-même prêt à consentir quelques sacrifices. Tout cela nous allons l'examiner soigneusement. Il est donc fort probable que nous devrons à

l'avenir trancher dans un certain nombre d'habitudes, diminuer le nombre de nos représentations consulaires, concentrer certaines de celles-ci. Nous y serons nécessairement obligés. Et je crois qu'il nous faudra y réfléchir ensemble et non pas considérer que c'est une pénalité qui nous est imposée, à nous Département, ou à vous Chefs de mission dans tel ou tel pays particulier.

Et puis, M. le Conseiller fédéral Ogi a abordé avec vous le difficile dossier des transports européens. Je connais bien M. Ogi et je pense qu'il a fait suffisamment de bruit pour que vous soyez convaincus de son point de vue, de celui qu'il défend avec beaucoup de vivacité, de pertinence et de force depuis un certain nombre d'années. Il n'en reste pas moins que ce problème des transports est un des problèmes majeurs dans lequel nous n'avons pratiquement pas de marge de manoeuvre, parce qu'il y a, aujourd'hui, dans le domaine des transports routiers, un phénomène de saturation que vous connaissez. La concurrence entre les compagnies de transport tout simplement et l'insuffisance des réseaux routiers internationaux mènent à une confrontation qu'on peut nécessairement comprendre entre, d'une part la protection de l'environnement, la volonté politique d'un pays d'essayer d'organiser ces transports de manière à ce qu'ils demeurent supportables, et d'autre part, la volonté des transporteurs routiers d'exister à travers un certain libéralisme économique aussi, et puis des besoins que ces transports ont créés. Si vous saviez le nombre de fois que des tonnes de pommes-de-terre traversent le Gotthard entre l'Italie et l'Allemagne pour subir je ne sais pas quelle transformation, il faut bien admettre que nous vivons dans une société un peu paradoxale. Mais ça existe, ces besoins ont été créés. Je vous engage tous à entendre l'appel de M. Ogi et à vous faire les avocats de nos intérêts, mais qui sont ceux à long terme de l'ensemble de l'Europe et des pays développés en définitive, dans la circonstance.

Je crois que je ne vais pas revenir à la matinée d'aujourd'hui qui était consacrée, encore une fois traditionnellement, aux

- 8 -

problèmes économiques. J'avais déjà brièvement, mardi matin lors de l'ouverture de la Conférence, donné quelques indications concernant ce problème. Certains d'entre vous nous enjoignent, nous demandent de ne pas céder à l'eurocentrisme; ils ont raison, mais je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusions, le dossier de l'intégration va nécessairement confronter notre pays au cours des prochaines années à des choix qui seront fondamentaux. Il s'agira de prendre les bonnes décisions, de bien informer, de bien aligner les avantages et les inconvénients de telle ou telle solution. Si nous ne le faisons pas, ce sont probablement les contraintes de notre environnement, et je pense aussi à l'environnement politique et économique, qui risquent de nous imposer le chemin à suivre, ce qui est aussi contraire à notre tradition. Le chemin sera plus étroit et nous conduira vers un sommet qui sera de plus en plus aigu et moins accessible. C'est un sujet de préoccupation prioritaire et il est, je le crois, tout à fait légitime.

Dans un autre registre, c'est encore l'Europe qui s'est imposée à nous à travers les événements récents d'Union soviétique, qui se sont heureusement terminés, dont certains sont peut-être déjà en train de penser qu'il s'agissait d'une manipulation, je ne crois pas que ça soit vraisemblable, mais dont l'ombre a plané aussi sur cette Conférence. Ces développements, ainsi que ceux qui ont lieu en Yougoslavie, doivent nous rappeler encore une fois combien les réalités européennes sont encore fragiles et combien elles peuvent changer rapidement. Bien sûr que notre intérêt, à nous Suisses, réside bien de l'instauration et la consolidation dans l'Est de notre continent de nouveaux espaces de liberté. Nous saluons donc avec beaucoup de satisfaction et de soulagement le retour que nous espérons définitif vers les avancées de la démocratie en URSS. On en est pas encore à la démocratie, mais on s'y engage. Nous sommes en effet en droit d'espérer cette fois-ci que l'hypothèque dite réactionnaire ou conservatrice est levée - c'est assez paradoxal, on parle de conservateurs aujourd'hui quand on parle des communistes, ce n'était pas le cas il y a dix



ans - disons des traditionalistes du marxisme léninisme, nous espérons que cette hypothèque est levée. Probablement, vraisemblablement que les putschistes de Moscou se sont totalement trompés. Ils se sont trompés d'époque et ils se sont probablement aussi trompés sur les qualités de leur peuple. Je vous rappelle qu'ils disaient, il y a peu de jours, lundi : "On a promis la liberté, mais notre peuple veut du pain". Je crois qu'aujourd'hui ce même peuple a prouvé qu'il voulait bien du pain - bien sûr - et il faudra bien qu'on leur en donne, mais qu'il voulait aussi la liberté et je crois que c'est ce qu'il y a à retenir de cet événement. Il est probablement encore un peu tôt pour analyser toute cette aventure, mais nous pouvons peut-être prévoir qu'un traité de l'Union, qui semble avoir été un des détonateurs et que devait signer M. Gorbatchev mardi, deviendra une réalité, que le pouvoir des Républiques et que leur autonomie sera ainsi renforcé, ainsi que celui de leur Président, à commencer bien évidemment par celui qui apparaît comme le héros de la situation, M. Boris Eltsine. Le Chef du Secrétariat politique l'Ambassadeur Ducrey me glisse un billet me soulignant qu'il avait fait ce matin une remarque intéressante et révélatrice en disant : "Nous sommes fiers que ce soit la Russie - donc sa Fédération - qui a sauvé l'Union". Voilà qui peut engager beaucoup de discussions et de réflexions, ce qui ne signifie pas que ce soit une solution définitive. Voilà les problèmes qui sont posés, les problèmes sont aussi posés à l'opinion occidentale et aux gouvernements occidentaux en ce qui concerne l'indépendance des Etats baltes, comme l'indépendance de certaines Républiques yougoslaves. Je vous dis - je dis je cette fois, parce que c'est un point de vue personnel - ce que j'ai toujours répondu à ces questions, encore hier soir à la radio et à la télévision et devant les journalistes, la reconnaissance de l'indépendance d'un pays est une chose assez facile à déclarer si ça fait plaisir, mais la responsabilité de l'Etat qui a reconnu l'indépendance, elle est à mon avis nécessairement engagée, au moment où il a prononcé cette reconnaissance. Si la Suisse reconnaît la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie, on pourra sans

doute aider ces pays comme on aide d'autres pays d'Europe orientale sur le plan humanitaire, sur le plan de leur alimentation, sur le plan de leur formation politique, sur le plan des relations culturelles Mais quelles garanties offrons-nous à ces pays si nous nous engageons dans cette voie trop rapidement, quant à leur sécurité et à leur indépendance ? Et je crois que c'est la question qui me préoccupe le plus; j'ai toujours affirmé qu'une telle indépendance devait être reconnue par un groupe d'Etats qui pouvaient, soit sur le plan politique représenter une pression suffisante et une image reconnue, soit sur le plan de la sécurité, voire la sécurité militaire, représenter une force, donc une menace suffisante pour éviter que ces pays aient à subir le joug d'un pays voisin. Voilà un peu ce que je pense de ces problèmes de reconnaissance alors qu'il serait tellement facile et plus agréable - pour moi comme pour vous - de dire mais bien sûr demain nous reconnaissons la Lituanie. Je rappelle pourtant que nous n'avons jamais reconnu en tant qu'Etat souverain l'annexion des trois Républiques baltes par l'Union soviétique en 1941. Nous croyons donc que le partage des mêmes valeurs de société sur notre continent est le chemin obligé vers l'instauration de la confiance, et la confiance réciproque sera sans doute le meilleur garant de la sécurité de chacun. Cela dit, il n'y a pas que l'Europe, un partage plus équitable des richesses au niveau de notre planète est un autre chemin obligé vers la stabilité internationale. Je crois que nous n'y arriverons pas aussi longtemps que les 3/4 du monde se trouve dans le cercle infernal de la pauvreté, de la misère, de l'endettement, de l'explosion démographique, de la destruction de l'environnement. Je voudrais dire que ma conviction est toujours ferme, qu'il est nécessaire d'aider le Sud. Elle est encore plus ferme lorsque je dis l'aider à vivre dignement, mais pas nécessairement à devenir une copie conforme du monde occidental. Ce sont des rêves qui sont aujourd'hui totalement dépassés, car ces peuples, ces Etats, ces nations doivent pouvoir s'exprimer à travers leurs traditions et leurs cultures. Ils doivent simplement gagner leur dignité à cela. Nous devons être capables

de les aider. J'aimerais simplement que nous n'oublions pas notre responsabilité envers ce Tiers-Monde et que nous veillions à renforcer cette autre réalité nécessaire aussi à la sécurité mondiale et à la paix internationale : la détente Nord-Sud.

Voilà, Mesdames et Messieurs, j'ai peut-être été ou trop long ou trop bref, mais on m'avait donné trente minutes. Je ne les ai pas atteintes, vous m'en félicitez ou me le reprocherez mais je tiens à vous remercier de l'assiduité que vous avez marquée aux séances de cette Conférence des Ambassadeurs 1991, l'année du 700ème, et vous remercier de la qualité de vos travaux et des apports que vous nous avez faits. Je vous remercie encore une fois de cette participation et je déclare cette partie officielle close. Je ne sais pas s'il y a des communications particulières qui doivent être faites au niveau administratif dont chacun a reçu les programmes. Vous devez comme moi vous lever très tôt demain matin et peut-être que les Alpes nous secoueront un peu en passant, mais je vous souhaite d'ores et déjà une bonne soirée, et je me réjouis d'ores et déjà de vous y retrouver avec les épouses, pour la plupart d'entre vous. Bonne journée pour demain, et je clos ici cette Conférence et ses séances de travail. Merci.

\* \* \*